

McGill Daily français

MARDI 9 JANVIER 1996 VOL. 85, NO. 38

La madame était contente depuis 1977

First Aid Kit des francophones hors-Québec

NOUVELLE
Mathieu Pellerin

PHOTO
Mike Cullen

Depuis le 30 octobre, le gouvernement canadien s'est donné comme objectif de démontrer son souci réel de préserver les deux langues officielles à travers le pays. C'est dans cet esprit que l'initiative manitobaine, une « trousse pour encourager l'usage du français chez les enfants en milieu minoritaire francophone », a été soutenue et encouragée par le gouvernement fédéral.

Le ministère du Patrimoine canadien ainsi que celui de la Santé ont versé respectivement 400 000 et 200 000 dollars afin de permettre à la Commission nationale des parents francophones, un organisme pédagogique, de lancer son programme de francisation des enfants d'âge préscolaire à travers tout le pays.

Depuis peu, la plupart des provinces ont accordé aux parents des francophones hors-Québec le droit d'administrer leurs écoles. Toutefois, voyant les admissions diminuer chaque année, Armand Bédard, président de la Commission, juge que la gestion des écoles par ses membres ne suffit plus à la francisation. « Alors que 65% des

francophones hors-Québec se marient avec des anglophones, pour maintenir les écoles en place, il faut agir à la base et franciser les jeunes enfants dès aujourd'hui », souligne le responsable de la Commission.

À cet effet, la trousse, produite sous la direction de Mme Jeannine Tougas, spécialiste en apprentissage, vise à immerger l'enfant dans un univers francophone dès l'âge de trois ans. La trousse proposée comprend du matériel audio-visuel et écrit, dont 200 histoires traitant de 20 thèmes qui devraient lui permettre d'acquérir un vocabulaire de 4000 à 5000 mots.

Les quantités étant limitées et le coût de chaque trousse relativement élevé (1120\$

chacune), la Commission a établi une série de normes strictes pour les organismes et écoles intéressés à obtenir l'une des mille trousses produites. La principale exigence est d'avoir un mandat clair de francisation, affirme M. Bédard. Et puisqu'il s'agit d'un processus de francisation, une autre condition essentielle pour se voir accorder la trousse est l'utilisation exclusive du français comme langue d'enseignement.

De plus, le projet comporte du matériel nécessaire à la formation des pédagogues qui seront en charge des trousses et des parents concernés par le programme. Il ne faut pas oublier que l'objectif ultime de cet apprentissage est de faire entrer les enfants à l'école française à peine deux ans ou moins après le début du programme.

De plus, et c'est là la raison de la participation du Ministère de la Santé, en plus de préserver la culture et la langue française, la trousse permet aussi selon M. Wards de Santé

Canada, « d'éviter aux enfants tous les problèmes et retards académiques qu'une mauvaise maîtrise de la langue d'enseignement peut causer. » Il s'agit donc d'un coup de pouce aux parents qui avaient l'intention d'envoyer leurs enfants à l'école française mais qui ne les croyaient pas suffisamment prêts. « Les enfants qui n'auront plus à faire du rattrapage pendant un an avant de pouvoir passer à des choses plus intéressantes », poursuit M. Wards.

Accessoirement, la trousse se veut aussi un outil supplémentaire pour les éducateurs et éducatrices qui ont pour mission de franciser les immigrant-es nouvellement arrivés-es et désirant s'intégrer à la communauté francophone du Québec ou d'ailleurs au pays.

M. Bédard, responsable du projet, se considère donc heureux de l'action du gouvernement dans ce dossier. Ayant approuvé le projet, les ministères concernés ont simplement donné les fonds nécessaires pour laisser la direction et la gestion du projet aux principaux intéressés : les membres de la Commission. Voilà qui ne peut que réjouir les parents qui n'ont pas beaucoup de temps pour apprendre le français à leurs enfants.



L'AUS pète les plombs!

NOUVELLE
Bianca Robichaud

L'Association des étudiants de premier cycle de la Faculté des Arts de l'Université McGill « AUS », s'est permise de répondre au « Towards a New McGill » du recteur de l'Université, Monsieur Shapiro, en faisant paraître le 15 décembre dernier son propre document sur l'avenir de McGill.

Un sous-comité de l'AUS intitulé « Art Vision Committee » a été mis sur pied pour diriger la rédaction de ce document et, par la même occasion, se pencher sur les enjeux que comportent de tels changements. Ce document intitulé « Envisioning the Future :

Arts Student Perspectives on a Changing McGill ira », est en fait le regroupement de certaines idées mises de l'avant par les membres de la population étudiante de la Faculté des Arts lors d'un forum tenu le 29 novembre 1995.

Plusieurs aspects de la vie universitaire sont soulevés dans ce document et des suggestions y sont proposées pour faciliter ce détour qui conduira au McGill de demain.

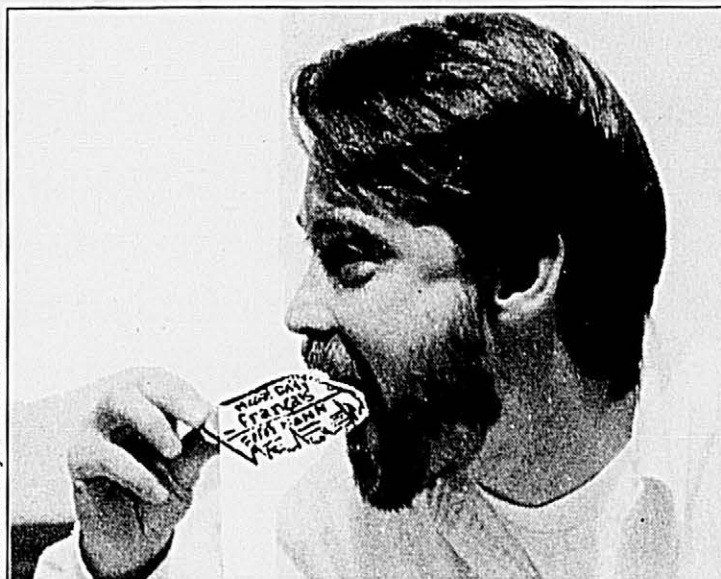
Le document indique très clairement que l'AUS ne s'oppose en aucune façon à l'augmentation des frais de scolarité, si toutefois cette augmentation est apportée de façon graduelle. Selon les dires de Richard Latour, président de l'AUS, « environ 90 % de la population étudiante accepte la hausse des frais

de scolarité ». Il ajoute même « n'avoir vu que très peu de voix dissidentes sur cette question ».

À l'heure où la réforme gouvernementale fait frémir plusieurs étudiants et étudiantes, cette constatation en surprend plusieurs. Lisa Grushcow, vice-présidente aux affaires universitaires de la SSMU, « se dit étonnée de ce si grand nombre de votes en faveur de cette hausse des frais et indique que cette question n'est pas assez clairement posée pour pouvoir faire de telles statistiques ».

Le « Art Vision Committee » recommande également à l'université de construire des liens plus solides avec les membres de la communauté francophone ainsi que les membres des autres

Photo du Daily : Valérie Jodoin-Keaton



Notre résolution pour l'année 1996 : vous faire manger de l'information

minorités ethniques de l'île de Montréal. Ce mouvement de fraternité ne se veut cependant pas gratuit et vise bien à obtenir des fonds monétaires de ces divers groupes culturels. Richard Latour explique que « McGill doit faciliter l'accès aux francophones et peut-être que les bénéfices suivront. » Lisa Grushcow réplique que « tout le monde cherche de l'argent de n'importe quelle façon. »

Il est intéressant de noter que ce

document émis par le « Art Vision Committee » n'est toujours pas disponible en français.

Le « Envisioning the Future: Arts Students Perspectives on a Changing McGill » que propose le « Art Vision Committee » est en fait une touche personnelle que l'AUS apporte dans cette discussion pour un nouveau McGill, une touche qui tout en apportant des solutions crée de nouveaux problèmes.

S.O.S. nouvelles

Après un congé des fêtes empli de tourtière et de ragoût de boulettes, le retour à l'école nous semble à tous un peu précipité. La nostalgie des bons repas pris en famille et des indigestions qui s'ensuivent ne peut que nous faire regretter ces beaux moments passés. Il ne nous reste plus qu'à attendre avec impatience la semaine de lecture et d'espérer que notre « stock » de beurre d'arachide ne s'épuise pas trop rapidement. C'est donc avec un foie en piteux état et deux kilos en trop que la population mcgilloise refait son entrée dans la routine et le stress de l'éducation. Cette même éducation sera en fait un des sujets centraux que la section nouvelles du *McGill Daily français* se propose de suivre tout au long de ce semestre. Que ce soit au niveau même de l'université avec le « Towards a new

McGill » proposé par notre principal M. Shapiro, ou encore les changements qui nous seront sûrement proposés par le gouvernement provincial.

En tant que rédactrice pour la section nouvelle, mon travail consistera principalement à vous informer de tous ces changements qui nous guettent et à essayer de donner la parole à ceux et celles qui souvent en sont privé-es. La section nouvelle ne fera pas dans le sensationnel mais vous promet de traiter des sujets qui vous touchent et qui sauront vous intéresser. Sur ce, je vous souhaite un bon semestre et espère fortement vous compter parmi notre lectorat en cette nouvelle année.

Bianca Robichaud, pour la rédaction nouvelle.

McGill Daily français

Le *McGill Daily français* encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du *Daily* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Interhauf Developments inc.

Le *Daily* est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP), de la Presse étudiante du Québec (PEQ), de Publi-Peq et de Campus Plus.

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.
ISSN 1192-4608

Le **McGILL DAILY FRANÇAIS**
rédaction en chef
Emmanuelle M. Latraverse
rédaction nouvelles
Bianca Robichaud

RÉDACTION
3480 McTavish, bur. B-03,
Montréal, Québec, H3A 1X9.
(514) 398-6784/5
Télécopieur : 398-8318

rédaction culture
Loïc Bernard
Marc-Antoine Godin
mise en page
Jean-François E. Corbett
Guillaume Perreault

correction
Sandrine Simonnet
Karine Cellard
Bertrand Nip Ollé

collaboration
Marie-Estelle Debs, Tristan Landry
Richard Henri, Mathieu Pellerin
Louis-Philippe Corbeil-Girard, Atim León
Stéphane Lambert, Michel Tremblay
Pierre Angers-Nguyen, Mike Cullen

Le **McGILL DAILY**
coordination de la rédaction
M-J Milloy

gérance
Marian Schrier
assistance à la gérance
Jo-Anne Pickel

publicité
Boris Shedov et Lettie Matteo
photocomposition et publicité
Mark Brooker

PUBLICITÉ
3480 McTavish, bur. B-07,
Montréal, Québec, H3A 1X9.
(514) 398-6790
Télécopieur : 398-8318

Bourse René-Payot et Bourse Fernand-Seguin

BRÈVE
Emmanuelle Latraverse

Pour les jeunes aspirants journalistes, rares sont les occasions de faire des stages professionnels dans les différents secteurs de la profession. Or, deux concours sont offerts cette année : la bourse René Payot, en journalisme radio, et la bourse Fernand Seguin, en journalisme scientifique.

Le 15^e concours international de journalisme radio est ouvert aux candidats et candidates âgés d'au moins 20 ans et au plus de 27 ans le 1^{er} janvier 1996. Il apparaît évident qu'ils et elles doivent avoir une bonne maîtrise de la langue française. Les candidats et candidates devront produire un reportage radio d'au plus 10 minutes ainsi que le plan d'un reportage de 15 à 30 minutes qu'il ou elle souhaiterait

réaliser.

Dans un premier temps, la Société Radio-Canada choisira deux candidats ou candidates qui représenteront la société lors de l'épreuve finale où s'affronteront, devant un jury international, les finalistes des divers pays. Les aptitudes des finalistes en communication, vulgarisation et compréhension de l'actualité seront mises à l'épreuve. Le gagnant ou la gagnante se verra offrir une bourse d'une somme de 12 000\$ CA pour suivre pendant trois mois un stage de formation pratique et théorique dans une école de journalisme ou une radio publique de France, Belgique, Suisse ou Canada.

Le concours de journalisme scientifique, lui, vise à encourager la communication et la vulgarisation scientifique. Les candidats et candidates doivent être âgés entre 18 et 30 ans, avoir terminé leurs études collégiales et

n'avoir jamais occupé un emploi à temps plein dans un organe de presse.

Le concours consiste en la rédaction d'un article de 8 à 10 feuillets à double interligne sur un sujet de nature scientifique. Le lauréat ou la lauréate recevra la bourse Fernand-Seguin, d'un montant de 12 000\$, et effectuera un stage de six mois en communication scientifique dans des entreprises de presse francophones.

La date limite d'inscription à la bourse René-Payot est le 29 février 1996. Les intéressés peuvent s'adresser au *McGill Daily Français*, local B-03 de l'édifice Shatner ou à André Béliveau, de la société Radio-Canada, au 597-5762.

La date limite pour la bourse Fernand-Séguin est le 31 mars à 16h. Les intéressés peuvent s'adresser au *McGill Daily Français* ou bien à la Société Radio-Canada.

Heye toué!!! Nanon, pas toué! L'aut... là, le poulu avec les bas blancs!! Écoute, le grand: t'as vraiment l'air de te pogner le beigne!! Fas comme moué, ti-coune: on na besoin d'monde au Daily français!!! Ça prend pas grand-chose comme expérience. M'a t'attende au B-03 du NOUNIUNE aujourd'hui, à cinq heures trentre!!!

Ti-guy Beauchamps jr. de Magog

Oyez! Oyez! amant(e)s de la plume et assoiffé(e)s de nouvelles. Vous êtes cordialement convié(e)s à l'heure de débats et de vives discussions de notre *Daily français*, ce mardi, à dix-sept heures trente, au local B-03 du centre universitaire. En espérant de grand coeur votre présence...

Guillaume Marquis de Beauchamps, II, de Nantes



Le *Daily français* retourne au front

Les vacances de Noël sont terminées et le train-train quotidien de la vie universitaire reprend son cours. En 1996, le *McGill Daily français* sera encore présent pour vous accompagner dans les méandres de la vie universitaire, politique, culturelle, québécoise et canadienne dans laquelle tous et toutes nous évoluons.

Le *McGill Daily français* est un hebdomadaire fondé en 1977, publié tous les mardis et s'adressant plus particulièrement à la population francophone du campus. Le *Daily français* possède une équipe de rédaction et une politique éditoriale indépendantes du *McGill Daily*, tout en demeurant administrativement et idéologiquement partie intégrante de sa mère anglophone. Il est d'ailleurs régi par la même déclaration de principes,

publiée dans l'encadré ci-joint.

De grands changements s'annoncent dans les horizons mcgillois, montréalais et québécois; le *Daily français* tentera donc de vous les présenter, analyser, décortiquer, digérer... jusqu'à ce que mort s'en suive. La saga du « Towards a New McGill », le 175^e anniversaire de McGill, la place des francophones au sein du campus seront des points forts de notre couverture. Il en sera de même pour la guerre des coupures budgétaires fédérales sur l'éducation et les services sociaux qui nous concernent tous et toutes, la violence faite aux gais et lesbiennes ainsi qu'aux personnes âgées qui trop souvent gardent le silence sur les sévices qu'ils et elles subissent, et j'en passe. Enfin tout cela pour dire que, fidèle à lui-même, le *Daily français* continuera à couvrir les sujets qui lui tiennent à

cœur, tels que le stipule la déclaration de principes, à la seule différence près que l'équipe de rédaction a changé.

La session dernière fut également plutôt agitée pour les *McGill Daily* et *McGill Daily français*. La remise en question de notre existence même a néanmoins éclairé plusieurs malentendus et méprises au sujet du journal. Le *Daily français* n'est pas une clique de francophiles illuminés et révoltés contre leur université anglophone. Le *Daily français* est en quelque sorte votre journal que nous écrivons et à la production duquel vous êtes fortement invités à participer. D'ailleurs, lors d'événements spéciaux, tels que le référendum sur la souveraineté du Québec, nous comptons servir de tribune aux divers mouvements ou tendances qui évoluent

dans la communauté mcgilloise.

Le *Daily français* est une équipe d'étudiants et étudiantes du campus qui désirent faire changer les choses pour le mieux, en dénonçant les injustices et inégalités qui sévissent et séparent notre société. Peut-être sommes-nous idéalistes et optimistes de nous imaginer que nos huit pages d'écrits hebdomadaires auront quelque impact sur le monde, certes, mais qui ne risque rien n'a rien !

Réaliser ces grands objectifs avec une toute petite équipe demeure toutefois plutôt difficile. Plus on est, plus c'est facile et plus grands seront nos projets. C'est pourquoi vos talents de graphisme, mise en page, correction et écriture sont en grande demande.

Emmanuelle Latraverse, rédactrice-en-chef



La Déclaration de principes

2.1) Le but fondamental du *McGill Daily* doit être de servir de forum critique et constructif pour l'échange d'idées et d'informations concernant l'Université McGill et les communautés qui lui sont reliées.

2.2) En ce sens, le personnel du *McGill Daily* reconnaît que tous les événements et tous les sujets sont fondamentalement politiques, impliquant des relations de pouvoirs économiques et sociaux. De plus, nous reconnaissons que le pouvoir est présentement inégalement distribué, à cause notamment de discriminations fondées sur le sexe, l'âge, la classe sociale, la race, l'orientation sexuelle, les handicaps et l'identité culturelle.

Nous reconnaissons également que taire cette situation contribue à la perpétuer. Ainsi, pour aider à remédier à ces inégalités, le *McGill Daily* doit dans ses reportages dépeindre et analyser au meilleur de sa connaissance ces relations de pouvoir.

2.3) En tant que journal étudiant autonome et relativement libre d'intérêts commerciaux, le *McGill Daily* peut remplir

ses objectifs

en examinant des sujets et événements que les médias de masse ignorent.

Le *McGill Daily* devrait tout particulièrement traiter du rôle de l'éducation post-secondaire dans la construction et le maintien de l'ordre actuel. Il devrait également aider les étudiants(es) et les autres groupes à travailler pour le changement, dans un contexte critique, dans le but de donner voix et pouvoir aux individus et aux communautés marginalisés sur la base des critères mentionnés au paragraphe 2.2.

Les méthodes du *McGill Daily* devront être éducatives et actives, telles que déterminées démocratiquement par son personnel.

2.4) Finalement, nous reconnaissons que le *McGill Daily* doit demeurer accessible à la communauté étudiante de laquelle il provient. Il doit également se conformer à une *ethic of fairness* (tel que défini par le Code d'éthique) tout en maintenant son autonomie.

proportionnel à ma taille. On me dit de très belle apparence.

GROUPE mixte recherche désespérément partenaires pour s'adonner aux plaisirs de la plume, de l'efface et du graphisme. Pas besoin d'avoir d'expérience pour en vivre de nouvelles. Venez voir le *Daily Français* pour une première relation orale à 17h00 au local B-03 de l'édifice Shatner. À la porte où ça crie, vous y êtes.

PREMIER Ministre en mal de fortes sensations recherche Sussex

MAISONS DE RÊVE, MAISONS JOUETS

Histoire de construire ses joujous

ARTS VISUELS
Louis-Philippe C. Girard

Le Centre Canadien d'Architecture présente une cinquième exposition de jouets, *Maisons de Rêve, Maisons Jouets*, qui illustre au travers de 33 jouets d'architectures les différentes conceptions du foyer, tant européens qu'américains, du XIX^e siècle à nos jours. La visite de ces villas de rêves miniatures permet d'entrevoir l'évolution des styles architecturaux, des mentalités et du rôle des filles et des garçons.

L'exposition est une fenêtre sur le passé et montre les jeux avec lesquels nos ancêtres ont vécu leur enfance. On y perçoit l'évolution des techniques de productions : des matériaux de bois aux plastiques. Les maisons de rêve se dotent peu à peu d'une foule d'accessoires, de personnages et d'autres gadgets qui témoignent de l'atout technologique des industries ludiques modernes.

Ainsi peut-on également voir l'évolution même des styles architecturaux en passant des maisons de rondins jusqu'aux maisons de banlieues des années cinquante, lesquelles ont inspiré les jeux « Design-a-House ».

Dès leur enfance, les générations futures de consommateurs et consommatrices sont initiées aux habitations qu'ils et elles devront acheter plus tard. Chaque jeu modèle l'univers de l'enfant en lui suggérant l'image de

la famille traditionnelle. L'illustration sur la boîte du jeu dépeint la famille unie. De plus, les figurines incorporées au jeu représentent

les personnages clefs du ménage idéal : Papa, Maman, Bébé, chien-chien. C'est d'ailleurs une vision qui se poursuit de nos jours, malgré la présence de plus en plus marquée des familles monoparentales.

Ces maisons de rêve suggèrent également un usage bien particulier selon le sexe de l'usager. Parfois, les jouets architecturaux sont exclusivement réservés aux garçons

comme en témoignent les jeux des années vingt et trente. Les boîtes et les livrets de jeux n'illustrent que des garçons et lorsque les filles y figurent, elles jouent le rôle d'admiratrices. Même les noms qui leur sont donnés ex-

cluent le sexe féminin comme le montre l'exemple de « Boycraft ».

D'ailleurs, la maison familiale semble plus souvent destinée aux filles qu'aux garçons comme le témoignent les jeux pour le système des Méga Bloks. Les garçons peuvent

s'amuser avec l'ensemble Legend, Royaume du lion qui met en valeur les prouesses et la virilité des chevaliers. Voilà un énorme contraste avec

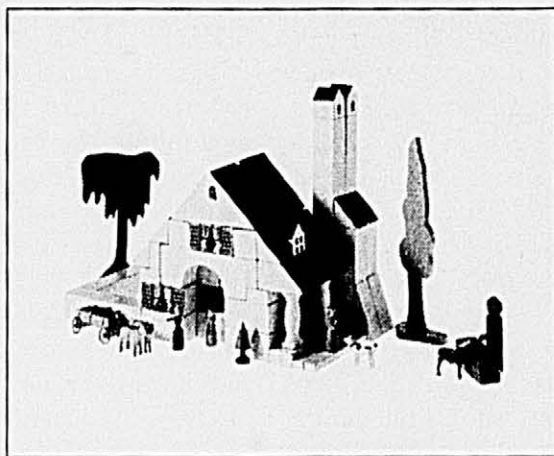
le jeu pour fillettes, rose bonbon, orienté sur les tâches ménagères. Enfin, on ne peut pas oublier l'éternelle Barbie et sa maison, dont le rose éclatant ne cesse de faire voir rouge aux féministes endurcies.

Toutefois, le choix des jeux reste celui des en-

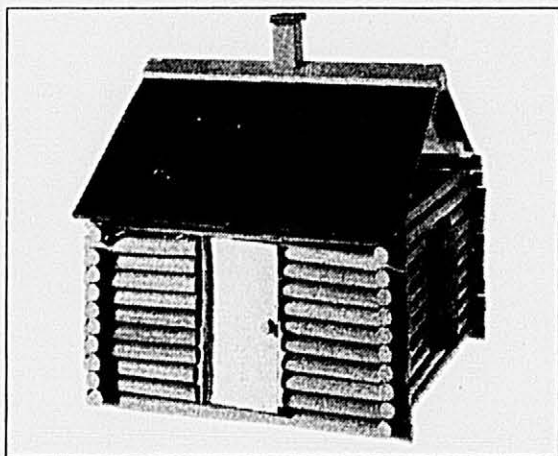
fants et de leurs parents. Doit-on blâmer les industries qui renforcent les stéréotypes par leurs jouets ? Ou bien ne font-elles que répondre à la demande du marché ? D'ailleurs, la version « juste pour filles » des maîtres de l'univers n'a pas réussi à percer le marché. Il n'en demeure pas moins que les industries se font de plus en plus sensibles face à ces stéréotypes. Aussi, en regardant les jouets d'antan, on voit à quel point les compagnies ont évolué, reflétant les changements sociaux des années soixante-dix.

L'exposition, en plus de son attrait didactique, propose pour les enfants des séances de jeux afin de réaliser leurs Maisons de Rêves. Ainsi, le Centre Canadien d'Architecture propose d'initier les jeunes architectes du futur et permet aux parents de se remémorer leurs jeux d'enfances.

Maisons de rêve, maisons jouets, est présenté au Centre canadien d'architecture, 1920 rue Baile, Montréal. Heures d'ouverture: mercredi et vendredi de 11h à 18h; jeudi 11h à 20h; samedi et dimanche 11h à 17h. Renseignements: (514) 939-7026



Services photographiques du CCA



Services photographiques du CCA

Du Paris au Parc

CINÉMA
Pierre Angers-Nguyen

PHOTO
Mick Cullen

Le Cinéma de Paris est chose du passé. La salle de projection de la rue Sainte-Catherine laissait croire à de simples rénovations, mais *La Presse* annonçait dans son édition du 5 janvier 1996 la fermeture définitive du cinéma, mettant ainsi un terme à six années de programmation diversifiée. Mais pendant ce temps, le Cinéma du Parc, qui a ouvert ses portes en septembre, a affiché complet samedi dernier dans deux de ses trois salles.

L'entrée en scène du Cinéma du Parc a grandement affecté le Cinéma de Paris. Régis par la même administration, les deux ci-

némas offraient le même genre de programmation. Mais, en plus d'offrir deux salles supplémentaires, le Cinéma du Parc a pu jouir d'un emplacement idéal au coin de l'avenue du Parc et de la rue Prince-Arthur. Si le Cinéma de Paris bénéficiait de l'important bassin de la rue Sainte-Catherine, le Cinéma du Parc, à trois cents mètres du Milton Gates, s'est gagné tout le quartier résidentiel du ghetto de McGill. La communauté étudiante de McGill forme ainsi une bonne partie de sa clientèle, tout comme les résident-es du Plateau Mont-Royal. Enfin, les trois petites salles du Cinéma du Parc offrent plus d'intimité que le vaste Paris. En bout de ligne, ces facteurs ont entraîné, depuis

l'ouverture du Parc, une diminution de 50% aux tourniquets du Paris.

Avec trois salles, le Parc présente une grande variété de films. Le directeur Terry Martin ne souhaite d'ailleurs pas étiqueter son cinéma à un genre précis de film. « Nous voulons tout simplement montrer des films. Des films de n'importe quel type, n'importe quel film qui peut attirer. » En un rapide coup d'œil, l'horaire de décembre et janvier du Cinéma du Parc impressionne par sa diversité. En plus des nouveautés, on y retrouve des films étrangers tels *Trois Couleurs : Blanc* et la production japonaise présente également

des classiques qu'on savoure en salle : quel charme de revoir *Clockwork Orange* et 2001 : *A Space Odyssey*! Même Hitchcock y est!



Le nouveau cinéma ne cible pas une clientèle précise. Avec un horaire si varié, des auditoires de toutes sortes fréquentent le Parc.

« Aux premières représentations de *Mystery of Rampo*, des Japonais formaient en grande partie l'auditoire. Puis, après une critique favorable par *The Gazette*, les gens descendaient de Westmount pour voir le film », explique le portier du cinéma.

Il y a cependant un plaisir dont les clients du Parc devront se priver. « Nous ne présenterons plus le *Rocky Horror Picture Show* », raconte le portier. « Nous l'avons fait un peu avant l'Halloween. Ça nous a pris trois jours à tout ramasser ! »

À venir, il y a *Reckless*, mettant en vedette Faye Dunaway. De plus, *Tye-Dye*, un film à propos du groupe *The Grateful Dead*, sera bientôt à l'affiche. Enfin, les salles du Cinéma du Parc présenteront, en mai, des films du festival Vues d'Afrique. Bref, avec toute cette variété, de bonnes foules sont attendues au Cinéma du Parc. Avec son bail de dix-neuf ans, les cinéphiles ne peuvent qu'en profiter !

Cinéma du Parc, 3575 Ave du Parc, tél : 287-7272.

Cultive
son

MATRONI ET MOI

Du théâtre à la bonne franquette

THÉÂTRE
Richard P. HenriPHOTO
Mario Viboux

Le jardin

Après l'Espace Libre et le Monument National, c'est à la Cinquième salle de la Place des arts que le Groupement Forestier du Théâtre présente, dès aujourd'hui, la pièce *Matroni et moi*. Alexis Martin, qui est à la fois auteur, metteur en scène et interprète de cette pièce, nous propose une comédie empreinte de réflexion.

Dans *Matroni et moi*, Gilles, étudiant en philosophie, interprété par Alexis Martin, est confronté à des personnages moins intellectuels que lui. Sa compagne Guylaine, serveuse de bar, veut retourner sur les bancs d'école. Le frère de Guylaine, Bob, mène des affaires louches et charge Gilles d'une mystérieuse lettre pour son patron, Matroni, un personnage mafieux incarné par Pierre Lebeau. Mais Gilles, auteur d'une thèse sur la mort de Dieu, s'improvise justicier et cache à Matroni le nom des hommes à éliminer. En effet, selon lui, Dieu étant mort, chacun doit remplir ses responsabilités envers la justice.

C'est dans le cadre d'un atelier sur la mort de Dieu du Nouveau Théâtre Expérimental en décembre 94, qu'Alexis Martin a créé cette pièce. Elle a alors été présentée quatre fois au public. Et cinq mois plus tard, dix représentations étaient offertes au Monu-

ment National. Depuis sa création, peu de modifications ont été faites au texte ou au décor qui est resté aussi dégagé.

Matroni et moi est en fait une pièce à petit budget, présentée dans une petite salle ne pouvant accueillir que 200 personnes, et munie d'un décor restreint... bref, une mini-pièce. Elle est en outre autogérée. « Au lieu d'attendre des subventions du gouvernement, on préfère s'en occuper nous-mêmes », explique M. Martin. Les acteurs et actrices s'occupent donc eux-mêmes de la production, de la régie et de la vente des billets.

Mais cette pauvreté ne gêne pas le groupe. « Cette pauvreté est une contrainte, oui, mais une contrainte intéressante », confie-t-il. Bien qu'il faille assumer les risques de la production, la créativité n'en est que meilleure. Ceux et celles qui y participent se retrouvent dans une atmosphère « collégiale », informelle, où tout le monde participe à tout, même aux remaniements des textes.

« Au théâtre, le lieu physique est important », et avec une salle plus grande, et plus coûteuse, il aurait été difficile de garder le même esprit, la même intimité. Le décor,

quelques tapis de l'Armée du Salut et quelques meubles, entreposés depuis les premières représentations, a coûté \$80. Faisant fi des artifices, la mise en scène laisse la place au jeu des acteurs. Pour Pierre Lebeau, qui incarne Matroni, « c'est préférable à un décor très grand où l'interprète se sent tout petit. » Au risque que certaines personnes trouvent le tout « trop brouillon » il fallait garder une certaine spontanéité.

Les membres du Groupement Forestier de Théâtre jouent malgré tout « comme quand on était jeune et qu'on débutait... sauf qu'on a plus de métier. » Alors, avec des interprètes prêts à tout pour jouer et un texte qui saisit, *Matroni et moi* risque d'en surprendre plusieurs.

Matroni et moi : une pièce d'Alexis Martin, avec Guylaine Tremblay, Robert Gravel, Pierre Lebeau, Gary Boudreau, Daniel Brière. Cinquième salle de la Place des Arts, du 9 au 20 janvier, à 20 heures. \$15. Réservations : 842-2112.



Robert Gravel et Alexis Martin

LE GRAND THÉÂTRE ÉMOTIF DU QUÉBEC

Une première saison ébranlée

THÉÂTRE
Loïc Bernard

L'avènement de la nouvelle année est toujours un bon prétexte pour se lancer dans des projets à grands déploiements, en prenant les résolutions les plus invraisemblables. Louis Champagne, Stéphane Crête et Gabriel Sabourin, en formant le Grand Théâtre émotif du Québec (GTEQ), se lancent dans la première saison de *L'année de l'ébranlement*, une série de douze spectacles présentés aux trois premiers jours des douze mois de l'année 1996.

Chaque mois apporte une facette nouvelle au thème général de l'émotion. Mais les douze spectacles présentent des idées nouvelles qui n'ont pas nécessairement de liens entre elles. Ce sont donc ces É.B.R.A.N.L.E.M.E.N.T.S. (voir encadré) qui lanceront le GTEQ dans sa première année de production, sous l'invitation initiale de Robert Gravel et Jean-Pierre Ronfard, co-directeurs artistiques du Nouveau Théâtre expérimental de Montréal (NTE).

« Le but principal de *L'année de l'ébranlement*, explique Louis Champagne, est de cerner l'émo-

tion par le médium théâtral, de trouver ce qui crée les émotions chez les acteurs et d'essayer de savoir comment le public perçoit les émotions exprimées. » Ce projet n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements : son fondement évoluera à travers chaque pièce. « Effectivement, à part les trois membres fondateurs du GTEQ, plusieurs autres comédiens participeront à ces projets, qu'ils viennent de l'École nationale de théâtre, du Conservatoire, du milieu universitaire ou professionnel ou puissent même être des autodidactes qui se sentent capables de participer », explique M. Champagne. *L'année de l'ébranlement* est ouvert au public afin qu'il participe à la mise en commun des idées

nouvelles pour les pièces à venir et qu'il s'engage dans la mise sur pied de chaque spectacle.

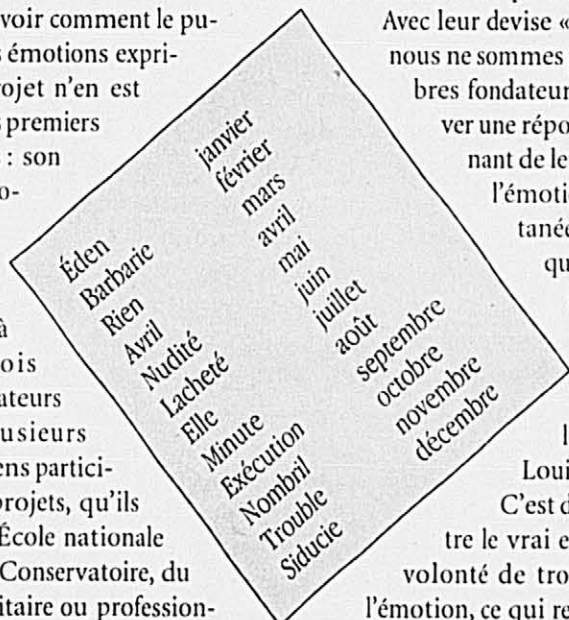
Avec leur devise « Nous sommes fous mais nous ne sommes pas seuls », les trois membres fondateurs du GTEQ espèrent trouver une réponse, une conclusion émanant de leur recherche théâtrale sur l'émotion. « Une émotion spontanée est vraie, mais une fois qu'elle est répétée plusieurs fois, elle devient fausse et c'est ce paradoxe entre le vrai et le faux qui fait sans cesse questionner le comédien », affirme Louis Champagne.

C'est donc cet écart ambigu entre le vrai et le faux qui a suscité la volonté de trouver, sous le thème de l'émotion, ce qui reliait les deux. Le lien entre le vrai et le faux est difficile à créer et à maintenir, pour la bonne et simple raison que l'on cherche à provoquer dans le public une émotion vraie par le biais d'acteurs et d'actrices qui rendent des émotions fausses. À travers leurs douze

spectacles, les membres du GTEQ ne prétendent pas trouver une réponse à leur problème mais espèrent seulement résoudre une partie du dilemme. « On essaie de faire passer un vent de fraîcheur quant aux conventions théâtrales en donnant à nos acteurs une plus grande liberté, et donc faire passer un vent de plaisir chez chacun d'eux. Et tout cela se fait dans l'esprit du théâtre expérimental », rajoute M. Champagne. Le théâtre expérimental, très cher aux gens de l'Espace libre, repousse les conventions en trouvant de nouveaux buts à la forme théâtrale et en utilisant des outils différents, des formes nouvelles pour mener à bien ce genre de projet.

Chaque spectacle se monte en trois semaines, à partir du quatrième jour du mois. Vous sentez-vous prêt à collaborer ?

L'Année de l'ébranlement. Le premier, deux et trois de chaque mois, durant toute l'année. Début de la représentation à 23h55 au théâtre Espace libre 1945, rue Fullum (métro Laurier). Coût : \$5.



La Nouvelle ère palestinienne

NOUVELLE
Stéphane Lambert

Le Centre des études et de la recherche palestinienne de Nablus a rendu public un sondage fin décembre indiquant un record de popularité pour le chef de l'Organisation de Libération de la Palestine Yasser Arafat, depuis les accords d'Oslo de 1993. Soixante neuf pour cent des personnes interrogées se sont prononcées en faveur de sa

candidature à la présidence du Conseil aux élections du 20 janvier prochain.

Le sondage a montré en outre que 84,7 % de l'électorat palestinien soutiennent le processus de paix. Cependant, une étude approfondie a révélé que les plus grandes préoccupations de la population palestinienne ne se trouvent pas en terrain politique, mais relèvent du chapitre social comme le chômage (46,7 %), le déclin de la foi religieuse

(24,4 %) et la liberté d'expression (7,6 %).

Par ailleurs, tandis que la faction Fatah d'Arafat voit sa cote de popularité passer de 45 à 55,3 %, le soutien au mouvement chute (15 à 9,7 %). Les autres groupes recevant chacun moins de 4 % des soutiens.

Ces résultats sont pour une grande partie attribuables à l'impasse survenue au cours des discussions du Caire dans la semaine du 17 au 23 décembre

derniers. Le mouvement Hamas, contrairement aux partisans d'Arafat, n'a pas renoncé à la lutte armée contre Israël. Le compromis que tentaient d'arracher les représentants de l'autorité palestinienne et mis en échec par le Hamas, demandait que les actions armées ne soient pas lancées à partir de territoires sous contrôle palestinien. Toutefois, de source officielle palestinienne, les organisations islamistes auraient promis de cesser toutes activités militaires jusqu'au retrait complet des forces israéliennes d'occupation.

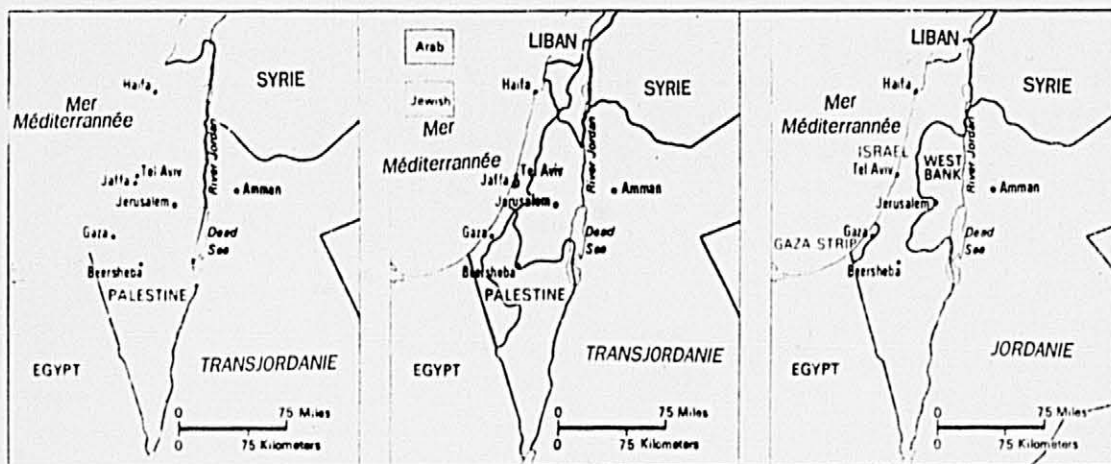
Ces sérieuses difficultés de conciliation entre les différentes factions politiques semblent entraver la démocratie palestinienne. Raji Sourani, directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme à Gaza, rapporte qu'une vague d'arrestations de personnalités critiques à l'égard du pouvoir a pris place ces dernières semaines.

Si les accords d'Oslo constituent un véritable test des intentions israéliennes, il en va de même pour le comportement des Palestiniens et Palestiniennes. Les difficultés politiques issues de la mise en

oeuvre du processus de paix ne font pas de place à l'illusion. À l'horizon des élections du 20 janvier plane le spectre de Mai 1996 où devront débiter les négociations sur un arrangement permanent.

Mais au-delà d'un accord politique, qui voit ses chances d'aboutissement augmenter avec la neutralisation des opposants fanatiques juifs et palestiniens, c'est un ordre psychologique profond qu'il s'agit de bouleverser. C'est ce que soulignait l'écrivain Tom Segev en disant que « pour les Israéliens de vivre en paix avec les Palestiniens, ils doivent saisir la magnitude de la tragédie palestinienne, qui a atteint son paroxysme en 1948 (avec l'exode de quelques 700 000 Palestiniens); pour les Palestiniens de vivre en paix avec les Israéliens, ils doivent saisir la magnitude de la tragédie juive, que l'on appelle l'Holocauste. »

Sources:
Ha'aretz, 3 octobre 1995.
The Jerusalem post international edition, semaine du 30 décembre 1995.
Le Devoir, vendredi 4 janvier 1996.



Source : "Palestine" dans The World Encyclopedia, Chicago, Rld Books

La Palestine sous mandat Britannique, en 1922. De 1920 à 1922 le mandat incluait également la région transjordanienne, à l'est.

Le plan de partage des Nations Unies, en 1948, divisait la Palestine en zones arabe et juive. La zone juive est devenue le peuple indépendant d'Israël, en 1948.

La Palestine consiste aujourd'hui en la nation d'Israël et les deux zones arabes, occupées depuis 1967 de Gaza et la bande ouest

Élections législatives en Russie

NOUVELLE
Michel Tremblay

Le 17 décembre dernier avaient lieu des élections législatives en Russie. C'est le Parti communiste dirigé par Gennady Ziouganov et ses alliés qui ont gagné ce vote, remportant près de la moitié des 450 sièges de la Douma « Parlement ». En effet, les communistes ont obtenu 156 sièges et leurs alliés en ont eu 64. En outre, le Parti communiste a obtenu 22,3% des voix.

Ainsi, le parti Choix de la Russie (Vybor Rossii), libéral démocratique, d'Egor Gaïdar, majoritaire à la Douma, ainsi que les autres partis « occidentalistes » se retrouvent minoritaires. Selon les analystes, le vote traduit une insatisfaction grandissante face aux politiques économiques mises en place par le gouvernement de Boris Eltsine.

Les communistes sont suivis par le Parti libéral démocrate de Russie, de l'extrême-droite, de l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski avec 10,9% des suffrages, ce qui est considérablement plus faible que son pourcentage aux élections de décembre 1993.

Le temps où les chefs d'entreprise soutenaient les partis libéraux est révolu. Selon les sondages, ceux-ci se seraient tournés vers les extrêmes pour protéger leurs acquis face à un gouvernement ouvert sur l'occident. Les gens d'affaire russes ne semblent pas prêts de faire face à la compétition internationale.

L'actuel premier ministre Victor Tchernomyrdine et son parti Notre Maison est la Russie (Nash Dom Rassija) se sont classés troisième avec 9,7% des votes, suivis par le parti réformateur Iabloko de Grigori Iavlinski avec 7,7% des suffrages.

Les nouveaux élus promettent d'abolir l'accord signé le 8 décembre 1991 à

Belovezhskaya, près de Moscou, qui a mis fin à l'existence de l'ex-Union soviétique, et de rétablir celle-ci. Si ce projet est mis sur pied, d'aucuns s'attendent à de fortes tensions entre la Russie et les ex-républiques soviétiques maintenant indépendantes. Par ailleurs, le Parti communiste veut mettre fin au processus de réformes économiques d'Eltsine, ce qui risquerait de remettre sur la sellette les relations de la Russie avec les organismes internationaux qui financent ces réformes.

La victoire des communistes s'explique par le succès de leurs candidats locaux (surtout en région et dans les petites villes) au scrutin majoritaire, ainsi que par le report des voix des 39 partis ayant récolté moins de 5%, qui favorise le parti qui arrive en première place, en l'occurrence le Parti communiste. On remarque qu'à Moscou, où se trouvent les institutions financières et les entreprises, il est arrivé derrière le parti du premier

ministre Tchernomyrdine, plus favorable aux réformes néo-libérales.

De plus, les communistes symbolisent pour une partie de la population un régime révolu mais garant d'une certaine stabilité. Or, après quatre années de transition vers l'économie de marché, le fossé entre les classes aisées et défavorisées s'est accentué vertigineusement et bon nombre de personnes sont déçues et laissées pour compte. Ces gens sont donc nombreux à avoir voté pour les communistes.

Le résultat de ces élections législatives placent donc Boris Eltsine et Victor Tchernomyrdine en très mauvaise position en vue du scrutin présidentiel prévu pour juin prochain. D'ailleurs, les analystes russes prédisent une victoire du dirigeant communiste Gennady Ziouganov par une faible marge.

SOURCES: Les journaux suivants: Nezavisimaya gazeta; Izvestiya et Le Monde du 18 au 26 décembre 1995.

ANNONCES CLASSEES

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. **Étudiant-es et employés de McGill** (avec carte): \$4.55 par jour, \$4.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. **Grand Public**: \$5.70 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. **VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAÎTRA DANS LE JOURNAL.** Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

1-LOGEMENT

Rooms/apts to share \$240-300 or 4½ furn \$650 unfurnished \$600. Call 939-3426 or 3015 Sherbrooke St. c/o Alwater.

Heart of Downtown—Beautifully renovated—at reasonable prices. Stove & fridge. 3½ & 4½ available. Reserve yours now (514) 849-3897 or 288-6782.

2-DÉMÉNAGEMENT/ENTRPOSAGE

Moving/Storage. Closed van or truck local & long distance. Ott-Tor-Van-NY-Fla-7 days, 24 hours, low rates. Steve 735-8148.

5-TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

Success to all students. WordPerfect 5.1. Term papers, resumés, applications, transcription of micro-cassettes. Editing of grammar. 27 yrs. experience. \$1.75/D.S.P., 7 days/week. Campus / Peel / Sherbrooke. Paulette / Roxanne 288-9638/288-0016.

RELAXEZ



Acheter une publicité dans Le Daily est aussi facile que de sauter dans la piscine lors d'une journée d'été.
Téléphonez 398-6790



PROGRAMME DES MONITEURS DE LANGUES OFFICIELLES

L'an dernier, Pierre, Frédéric et Julie ont, comme des centaines de jeunes Québécoises et Québécois, vécu une expérience inoubliable: ils ont eu la chance unique de participer au Programme des moniteurs de langues officielles.

En donnant un coup de pouce à un enseignant ou à une enseignante, ils ont contribué à faire connaître la réalité québécoise à des jeunes d'autres provinces, tout en découvrant eux-mêmes une autre culture.



Les moniteurs et monitrices à temps partiel poursuivent simultanément des études collégiales ou universitaires dans la province qui les accueille. Les moniteurs et monitrices à temps plein se consacrent entièrement à cette tâche. Ils doivent avoir terminé au moins une année d'études universitaires. La rémunération offerte est de 3 500 \$ pour huit mois de travail à temps partiel et de 11 400 \$ pour neuf mois de travail à temps plein.

Pour participer au Programme en 1996-1997, il faut s'y inscrire au plus tard le 15 février 1996. Pour obtenir plus de détails sur le Programme, il suffit de s'adresser:

- à la personne responsable de l'aide financière aux étudiants dans son établissement d'enseignement;
- aux directions régionales du ministère de l'Éducation;
- au ministère de l'Éducation Direction générale de l'aide financière aux étudiants Service des programmes de langue seconde 1035, rue De La Chevrotière, 21^e étage Québec (Québec) G1R 5A5 Tél.: (418) 646-5232.

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation

Patrimoine canadien Canadian Heritage

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
Council of Ministers of Education (Canada)

THE MCGILL DAILY Classifieds

3480 McTavish, Room B-07, Montréal, PQ H3A 1X9 • TEL: (514) 398-6790 • FAX: (514) 398-8318

Print your ad clearly in the spaces provided. Each letter, punctuation mark and space between words takes up a space. Characters in the grey area will be charged extra.

PUBLICATION DATES

Circle the dates when you want your ad to appear. The Daily will only publish on the dates in bold:

September 1995						
S	M	T	W	T	F	S
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
October 1995						
S	M	T	W	T	F	S
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				
November 1995						
S	M	T	W	T	F	S
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		
December 1995						
S	M	T	W	T	F	S
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

CIRCLE A HEADING

- Housing
- Movers/Storage
- Help Wanted
- Help Available
- Word Processing / Typing
- Services Offered
- For Sale
- To Give Away
- Wanted To Buy
- Rides/Tickets
- Lost & Found *
- Personal
- Lessons/Courses
- Notices
- Volunteers
- Musicians
- Parking
- Miscellaneous
- * Lost and Found ads are free.

GENERAL INFORMATION

All prices include taxes. Extra charges are for setup only.
McGill Students/Staff (with valid ID): \$4.55 per day, 3 or more days, \$4.00 per day
General Public: \$5.70 per day, 3 or more days, \$4.85 per day
There is a 150 character limit on ads. There will be a total charge of \$3.40 for any characters over the limit.
Ads may be placed in person or by mail and must be accompanied by a cheque or money order for the full amount of the ad. We cannot accept advertising by phone.
The Daily must be informed of any errors within two days of publication. The Daily's liability is limited to the cost of the ad. There are no cash refunds for cancelled ads. A credit will be applied towards future ads. Please keep your copy of this form as a receipt and for verification. Deadline for ads is 2 p.m., two working days before publication.

METHOD OF PAYMENT: CASH ☐ CHEQUE (MIN. \$20) ☐
TOTAL PER INSERTION: _____
X NO. OF INSERTIONS: _____
SUBTOTAL: _____
EXTRA CHARACTER CHARGE: _____
AD HIGHLIGHT CHARGE: _____
SUBTOTAL: _____
TOTAL (TAXES INCLUDED): _____
GST# 101246437 PST# 1006390583TQ001MK

Name: _____
McGill ID #: _____
Address: _____
City: _____
Postal Code: _____
Phone: _____
Prov.: _____

HIGHLIGHT YOUR AD (Charge is for initial setup):
Boxed Ad \$4.55 ☐
Bold text within ad \$4.55 ☐
Larger type (10pt) \$4.55 ☐
Headline (12pt bold) \$4.55 ☐
Centered Text \$4.55 ☐
Logo (line art only) \$11.40 ☐
† First three words of ad made bold at no charge.

Chrétien et les médias

Le doigt sur la télécommande...

OPINION
Tristan-E. Landry

CARICATURE
Pierre Angers-Nguyen

Au lendemain du dernier référendum, Jean Chrétien avait accusé de façon virulente la Société Radio-Canada (SRC) d'avoir trop largement couvert les activités du camp du OUI et d'avoir relégué aux oubliettes les actions du NON. Quelques semaines plus tard, une agence indépendante, chargée d'étudier la couverture des médias lors de la campagne référendaire, avait mesuré que la couverture accordée aux deux camps par la SRC avait été parfaitement équitable. Pourquoi donc cette tempête dans un verre d'eau de la part du Premier Ministre ?

On sait déjà que M. Chrétien ne tient pas la SRC à cœur. Non seulement il ne semble pas pleurer sur les coupures budgétaires à la Société d'État, mais il prétend même tout simplement ne pas prêter attention à ses activités. « Pour mieux dormir le soir, je ne regarde jamais le téléjournal de Radio-Canada parce qu'il trouve toujours le moyen de dire n'importe quoi à mon égard », avait-il affirmé un jour en Chambre. Mise à part cette haine pour la SRC, la controverse entourant la couverture du Référendum de 1995 représente la première plainte de M. Chrétien à l'égard des médias.

Depuis leur accès au pouvoir en 1993, le Premier Ministre et son équipe libérale ont obtenu un véritable « free ride », peu de critiques ayant été formulées par les grandes têtes du monde médiatique à l'endroit du présent gouvernement libéral. À l'exception peut-être du *Devoir* et de quelques médias alternatifs, le gouvernement Chrétien n'a jamais subi d'attaques ou de guerres ouvertes avec les journalistes couvrant les activités de la colline parlementaire.

Ayant été capable de manipuler avec soin son image médiatique, il ne faut donc pas s'étonner de retrouver notre Premier Ministre canadien avec une quote de popularité au-dessus des 55 %, et ce malgré une victoire référendaire par la peau des fesses et un menu législatif tout à fait insignifiant. De plus, lorsque le présent gouvernement a fait face à des scandales politiques, tels les comédies d'erreurs des ministres du Patrimoine, Michel Dupuis, et de la Santé, Diane Marleau, les libéraux ont toujours réussi à se maintenir au-dessus des tempêtes médiatiques. Un succès tel que ces deux mêmes ministres sont encore en poste. Force est d'admettre qu'on est bien



loin de l'époque des conservateurs où, sous la pression médiatique, les têtes de ministres tombaient à la dizaine.

Si les médias n'ont pas fait leur devoir de chien de garde, M. Chrétien a fait les siens. À peine élu en 1993, le Premier ministre avait déjà convoqué l'ensemble de ses députés et nouveaux membres de son cabinet à une session

de formation concernant les relations avec les médias. Ces sessions ont probablement porté fruit puisqu'aucun membre du cabinet Chrétien n'a encore été forcé de démissionner.

D'autres éléments peuvent aussi expliquer la position tolérante des médias à l'endroit des libéraux. L'opposition réformiste et bloquiste, jeunes recrues dans

l'arène politique, n'ont jamais fait le poids face à la machine médiatique de M. Chrétien. « Une véritable bande d'amateurs avec les médias », soulignait un journaliste de la colline en commentant la performance médiatique de l'opposition.

Il faut aussi mentionner le fait que le gouvernement libéral compte sur le support de quelques grands propriétaires de journaux, de radios et de réseaux de télédiffusion, tout particulièrement Paul Desmarais et Conrad Black. Ces derniers ayant toujours été étroitement associés à la machine politique des « rouges », ne sont évidemment pas enclins à demander à leurs équipes éditoriales de cracher sur les actions politiques d'un gouvernement qu'ils supportent.

Donc, lorsque Jean Chrétien a accusé la SRC de couverture partisane à l'endroit du OUI dans les jours suivant le résultat référendaire, il l'a fait parce qu'il sentait, pour la première fois, qu'il perdait le contrôle de son image dans les médias. Alors que le Premier Ministre avait été habitué à recevoir des roses des médias, le département d'information de la SRC, lui, avait osé le critiquer et présenter la véritable image de la campagne du NON, soit une campagne de peur et vide de thèmes. Non seulement le Premier Ministre n'avait jamais été attaqué de la sorte par les médias, mais cette attaque provenait d'une société financée par les propres fonds de l'État. Une double claquette au visage du Premier Ministre et de son gouvernement libéral...

Le plus troublant de cette tempête médiatique au Québec, c'est qu'elle ne s'est nullement propagée dans les médias de langue anglaise. Encore la semaine dernière, *The Gazette* en faisait preuve en écrivant un long article sur le patriotisme national du ministre des pêches Brian Tobin. « Ardent fédéraliste, Tobin, en tant que Premier ministre de Terre-Neuve, sera un atout pour les rencontres interprovinciales », soulignait le commentaire dans ce quotidien montréalais.

Pourtant, depuis son entrée comme ministre dans le cabinet Chrétien, M. Tobin s'est seulement préoccupé de son image et très peu de la survie du fédéralisme canadien. Ceci n'a toutefois pas empêché les médias anglophones de fermer les yeux face à ses excès et de créer autour du personnage une aura quasi-mystique.

Cette même complaisance semble aussi avoir atteint d'autres médias. Le *Globe and Mail*, le *Ottawa Citizen* et le *Vancouver Sun* ont tous souligné leur admiration à l'égard des politiques entreprises par le gouvernement Chrétien dans leur revue de l'année 1995. Toutefois, à part le projet de loi sur le contrôle des armes à feu, il faut se demander sérieusement où ces journaux ont trouvé de quoi se réjouir. Dans le projet de loi « bogus » reconnaissant la société distincte peut-être ? En faisant la promotion de l'inactivité et de la médiocrité d'un gouvernement, ces médias déforment la réalité politique au Canada.

La CECM et des écoles linguistiques ?

BRÈVE
Marie-Estelle Debs

PHOTO
Mike Cullen

Le 20 décembre dernier, le conseil des commissaires de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) acceptait une proposition quant à la création d'écoles linguistiques sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) qui devront être indépendantes de la structure confessionnelle actuelle.

Cette proposition fait partie d'un ensemble de recommandations de la CECM relativement à la restructuration du réseau scolaire montréalais, envisagée par le ministre de l'Éducation du Québec, Monsieur Jean Garon. Le fonctionnement exact de ce genre d'écoles n'est pas encore déterminé, mais

leur concept repose essentiellement sur leur statut non confessionnel et sur l'appartenance linguistique des élèves les fréquentant.

La proposition du conseil des commissaires repose d'ailleurs sur

un ensemble de considérations. Entre autres, le conseil considère la réalité multiculturelle sur le territoire de la CUM et la revendication de certaines communautés culturelles à créer leurs propres écoles.

De plus, « les éventuelles écoles linguistiques travailleront en collaboration avec la CECM, mais la création de ces écoles ne se ferait pas au sein même de la CECM », explique un cadre à la CECM qui a préféré garder l'anonymat. Ce désir s'explique d'ailleurs par la volonté de la CECM de garder son nom et sa vocation confessionnelle.

Madame Lorraine Pagé, présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) affirme que « la proposition formulée par la CECM est à rejeter, car elle risque d'aggraver les problèmes existants quant à l'intégration des élèves des diverses communautés ethno-culturelles ». D'autre part, la CECM et la CEQ ne semblent pas avoir abordé la question ethno-culturelle à fond. D'ailleurs, elles ont refusé de répondre aux questions concernant ce sujet.

